

Entretien avec Michel Rocard – 25 novembre 2009, Paris

Réalisé par Hélène Rescan et Pierre Thomé dans le cadre d'une enquête sur l'autogestion.

Pendant un temps, je me suis fortement identifié politiquement au PSU, mais je n'y ai pas fait toute ma carrière politique parce ce parti débouchait sur une impasse. Pour bien comprendre ce qui s'est passé, il est nécessaire de refaire un peu l'histoire de la gauche socialiste après la 2^{ème} guerre mondiale et on arrivera ainsi tout naturellement, non seulement aux racines de l'autogestion mais aussi à son actualité.

Les difficultés de la SFIO

L'intention des fondateurs du PSU était de créer un parti de masse qui faisait grandement défaut à la Gauche socialiste depuis 1938. Après la 1^{ème} guerre mondiale la SFIO a été forte, comprenant jusqu'à 300.000 adhérents. Mais la scission de 1920 (Congrès de Tours et création du PCF), puis le refus d'intervention dans la guerre civile en Espagne ont provoqué de nombreux départs tout particulièrement chez les jeunes militants, ce qui fait qu'au début de la 2^{ème} guerre mondiale, la SFIO¹ est très affaiblie, démoralisée. Paul Faure², secrétaire national, accepte même qu'un membre du Parti occupe un ministère, celui du Travail, dans le gouvernement de Pétain. De plus le parti recommande aux élus municipaux, fort nombreux à l'époque, de ne pas démissionner, ce qui n'allait pas dans le sens souhaité par la résistance. Une opposition interne, conduite par Daniel Mayer³, s'organise pour amorcer la reconstruction de la SFIO. En 1945, c'est la grande épuration avec l'exclusion de tous les collaborateurs de Vichy dont Paul Faure. Ce qui entraîne un rajeunissement salutaire des cadres du parti. Toutefois Daniel Mayer refuse l'adhésion automatique des jeunes résistants, cette revendication était conduite par Henri Frenay⁴, qui fut ensuite fondateur de l'Union Démocratique et Socialiste de la Résistance (UDSR), organisation mise en place en attendant que la SFIO veuille bien évoluer. L'UDSR reçoit, entre autres, l'adhésion de François Mitterrand, qui en prend rapidement le contrôle grâce à son réseau ; H. Frenay démissionne aussitôt, adhère à la SFIO, et, désormais, ne prend plus de positions publiques.

Léon Blum⁵ est certes à la SFIO mais il n'en est pas le "patron", plutôt le vieux sage. Il n'a aucune prise sur les décisions, s'il n'en a jamais eu, en effet à aucun moment il ne fut membre du secrétariat national, il sentait trop le souffre. C'est un humaniste qui connaît mieux que personne le "patois"

¹ Section Française de l'Internationale Ouvrière

² Paul Faure, 1878 - 1960. Débute au Parti Ouvrier Français (Jules Guesde) puis adhère à la SFIO. Député.

³ Daniel Mayer, 1909 - 1996. Grand résistant. Plusieurs fois ministre du Travail sous la 4^{ème} R., cofondateur du PSU. Président de la Ligue des droits de l'Homme. Président du Conseil Constitutionnel

⁴ Henri Frenay, 1905 - 1988, compagnon de la Libération. Fondateur du journal Combat

⁵ Léon Blum, 1872 - 1950, critique littéraire, député, conseiller d'État, président du Conseil sous le Front populaire

marxiste ; il a tout lu, tout en prenant beaucoup de distance avec la dogmatique du parti, basée sur un vocabulaire marxisant que Jean Poperen amènera dans ses bagages lors de son passage au PSU.

Au sein de la SFIO, Guy Mollet⁶, au nom de la conservation des grands principes du socialisme, développe un discours basé sur certains concepts du marxisme : dictature du prolétariat, lutte des classes ... Mais des militants, dont Daniel Mayer, commencent à prendre conscience que ce discours n'est pas très opérationnel. G. Mollet prend toutefois le contrôle du parti en 1946, écarte D. Mayer et bloque tout esprit de réforme interne. Le verrouillage sémantique principal de G. Mollet tourne autour de la laïcité avec une agression anticléricale constante. Comprendre le vocabulaire utilisé c'est important, parce qu'il est identifiant. Ce sont vraiment les mots qui qualifient une population politique, c'est indispensable à saisir si l'on veut comprendre ce qui se passe.

C'est dans cette situation que commence la guerre d'Algérie.

Mauvais choix politiques

Cette guerre a été un évènement absolument épouvantable et la gauche française a été mise en grande difficulté de par son incapacité à se positionner clairement :

- Le PCF n'a jusqu'à présent jamais accepté de donner l'autonomie à sa section algérienne et le bureau politique national en dirige les débats. Au fond, le PC laisse faire la guerre, même dans les pires moments, et il vote les pouvoirs spéciaux au gouvernement de Guy Mollet. Quand des militants communistes entreprennent de bloquer des trains pour empêcher les premiers départs du contingent (fin 56), ils le font quelque peu en franchise de la direction très hésitante du parti.
- La SFIO, fin 55, suite à une dissolution de l'Assemblée nationale par Edgard Faure, des élections sont prévues le 2 (!) janvier 56 ; G. Mollet donne son accord pour mener une campagne électorale autour de l'exigence de paix en Algérie. Il devient président du Conseil en février avec l'intention d'aboutir rapidement à une solution.

Qui dit paix, dit négociations, mais le dossier est loin d'être prêt. G. Mollet ne connaît pas grand-chose au problème complexe de l'Algérie et son projet de paix est plus un vœu qu'une véritable stratégie politique. Il nomme le général Catroux⁷ comme ministre résident en Algérie à la place de Jacques Soustelle⁸. La population des "petits blancs" repère très bien que ce général, gouverneur de l'Algérie au moment du discours de Brazzaville⁹, est un proche du général de Gaulle. Leur colère est grande et G. Mollet, qui ne s'y attendait pas du tout, se rend à Alger. Ce voyage est mal préparé. Il est très mal accueilli sur la place de la grande poste d'Alger, place entourée de petits marchands : des légumes variés pleuvent ! G. Mollet capitule sous les tomates et demande la démission de Catroux.

Assez vite des désaccords se font jour au sein de la SFIO à propos de la politique algérienne du gouvernement de G. Mollet. Mais cette opposition, qui vient surtout de la fédération des étudiants

⁶ Guy Mollet, 1905 - 1975. Résistant, professeur, député, maire d'Arras, ministre. Secrétaire général de la SFIO de 1946 à 1969

⁷ Georges Catroux, 1877 - 1969, compagnon de la Libération, ministre

⁸ Jacques Soustelle, 1912 - 1990, normalien philosophe, ethnologue ; a été proche du marxisme (collabore à la revue Spartacus). Député, ministre. Favorable à la politique d'assimilation en Algérie ; reste pro Algérie française jusqu'au bout, membre de l'OAS

⁹ 1944, ce discours est l'annonce, de fait, d'un projet de décolonisation

socialistes, reste pour l'instant minoritaire. En fait, les cadres du parti ne se rendent pas compte de l'influence du "patois" gauchisant de Marceau Pivert¹⁰ (tendance Gauche révolutionnaire) sur les étudiants très remontés contre l'orientation voulue par G. Mollet et qui veulent réconcilier le socialisme avec la réalité ; ce qui leur vaut d'être nommés "les socialistes droitiers". Je deviens à ce moment là secrétaire national des étudiants socialistes, poste qui fut occupé 25 ans auparavant par Claude Levis Strauss.

Leçons de marxisme

Courant 56 j'organise un séminaire d'études pour les étudiants socialistes. Ce séminaire est animé par **Victor Fay**¹¹ alors chroniqueur à l'ORTF. Comme il parle le français avec un fort accent polonais, il ne passe pas à l'antenne, mais écrit les chroniques.

Victor Fay adhère au PC polonais vers 1916 ; très vite il grimpe dans la hiérarchie des cadres et devient fonctionnaire de l'Internationale Communiste. A ce titre, vers 1925, il est envoyé en France avec une mission de contrôle du PCF. Il est, à 23 ans, chargé de la sélection et de la formation de cadres du PCF et a comme élèves Waldeck Rochet, Jeannette Vermeersch ... C'est lui qui conduit le PCF à opter pour une stratégie classe contre classe, c'est-à-dire une stratégie contre la sociale démocratie, stratégie qui, en Europe, amènera Hitler au pouvoir ! Vers 1935, on lui demande de revenir en URSS. Mais, s'étonnant du silence qui entoure certains de ses camarades de l'Internationale dont il n'a plus de nouvelles, il décide de rester en France. Explose alors, en 1936, le premier des grands procès de Moscou ; il comprend tout, démissionne du parti communiste et adhère à la SFIO, sans rompre pour autant avec le marxisme. Il se retrouve très vite animateur de l'extrême gauche du parti

Les réunions se déroulent chez lui, porte fermée à 20 h 31, aucun retard n'est admis ! On y apprend le marxisme. Ce fut inouï ! Fay est un grand pédagogue, rigoureux, mesuré, connaissant le marxisme sur le bout des doigts. Grâce à lui on comprend ce qu'est vraiment la crise économique et financière telle que l'a prévue Marx et qui reste, ô combien, d'actualité. Plus personne au PS ne semble se souvenir de ces rencontres, c'est regrettable ; aujourd'hui dans ce parti, on a à faire à une bande d'analphabètes qui ne lisent pas !

On découvre 100 ans plus tard que Marx avait raison et que l'on est ses enfants indignes ! Quand on parle marxisme maintenant, on n'a que les mots goulag, stalinisme, étatisme ..., à la bouche, c'est oublier les fondamentaux. Marx a écrit sur la propension du monde de la finance à dominer l'économie réelle. Ce monde ne défend que ses propres intérêts, ses propres profits. Marx n'était pas un révolutionnaire violent, il analysait et faisait de la probabilité de craquement. C'est un formidable auteur, trahi, pas assez lu. Le marxisme est représenté maintenant comme quelque chose de terrifiant ; certes on en connaît les résultats, mais il s'agit de trahisons dont la première est l'étatisme ouvrier, ce qui est le contraire de la pensée de Marx partisan de l'autodétermination des travailleurs avec peu d'État au-dessus. En fait il est anarchiste et c'est un chercheur pacifiste. Je crois que le

¹⁰ Marceau Pivert, 1895 - 1958. durant les grèves de 1936 écrit un article intitulé "*Tout est possible, y compris une révolution sociale*". Exclu de la SFIO en 1938 ; s'exile au Mexique pendant l'occupation ; à son retour réintègre la SFIO. Très tôt partisan de l'indépendance de l'Algérie

¹¹ Victor Fay, 1903 - 1991. PC, puis PSU et enfin PS. Auteurs de plusieurs ouvrages dont *L'autogestion : une utopie réaliste*, 1996, éd. Syllepse (réédition)

meilleur marxiste après lui est Nikolai **Boukharine**¹² qui, à la mort de Lénine, suggérait à Staline de remettre en valeur les villages coopérateurs. Cette proposition allait dans le sens de traditions ancestrales où les villages avaient souvent une organisation collective, on travaillait chez les uns, chez les autres, et Boukharine pensait qu'il fallait aider ce système à s'implanter sur le marché. Voilà une stratégie autogestionnaire ! Victor Fay est "boukharinien", moi aussi, au nom de quoi je ne suis pas marxiste mais marxien !

Vers l'indépendance de l'Algérie

Donc séminaire horriblement studieux ! Un soir Fay nous dit "*on va écouter les infos à la radio pour savoir qui va remplacer Catroux en Algérie, parce que c'est une nouvelle qui va nous concerner*", on apprend qu'il s'agit de Robert Lacoste¹³. Fay s'engage alors dans un grand monologue, je cite de mémoire, "*mes chers camarades, vous avez la chance d'être jeunes et probablement vous ne connaissez pas Robert Lacoste. Je le connais bien, il se dit de la classe ouvrière alors que c'est un petit bourgeois fonctionnaire des finances, syndicaliste de Force Ouvrière, technocrate inculte sans vision du monde. Il est sans doute loyal dans son soutien au programme de Mollet pour la paix en Algérie, mais il ne sait pas ce qu'est ce pays. Il va y découvrir des français, souvent adhérents à FO, qui vont lui tomber dans les bras et son horizon va ainsi se rétrécir à la défense des intérêts de salariés français modestes. Mais il en oubliera la population musulmane avec laquelle il n'aura aucune entrée. Ainsi tout va s'enchaîner, il va se soumettre à la volonté des "petits blancs" et comme en plus il est nationaliste, il brandira les insignes de la République, le drapeau ... Mes chers camarades, tout cela annonce pour le socialisme français une grande catastrophe, il nous faut préparer la suite, alors au travail !"*

C'est, je pense, ce soir là, qu'est née une pensée à gauche résolument moderne : reconnaître et admettre qu'un peuple peut, pour se distinguer de l'occupant, construire son identité d'abord à partir de sa religion qui sert alors de ciment unificateur ; pour certains socialistes libres penseurs ce n'était pas simple à assimiler !

C'est comme ça que des jeunes socialistes entrent en lutte contre la guerre d'Algérie. Très vite j'obtiens de la fédération des étudiants socialistes une majorité contre la guerre. Mais c'est la seule unité statutaire du parti qui est sur cette position, en effet aucune fédération territoriale ne l'adopte.

Pierre Mendès-France en mai 1956 et Alain Savary à l'automne 56, en désaccord avec la politique algérienne conduite par Guy Mollet, démissionnent du gouvernement.

¹² Nikolai Boukharine 1888 - 1938. D'abord fidèle à Staline, s'en éloigne à partir de 1935. Est exécuté après le procès spectacle du "*bloc anti soviétique des droitiers et des trotskystes*".

"Nul ne doute que nous traversions à l'heure actuelle la plus grande crise mondiale que l'histoire ait connue ; une crise de la civilisation toute entière, tans matérielle que spirituelle, crise du système capitaliste dans son ensemble ...", propos introductif de Boukharine lors d'une conférence à Paris en 1936. La rédaction de cette conférence était en partie l'œuvre d'André Malraux.

¹³ Robert Lacoste, 1898 - 1989, député, ministre sous la 4^{ème} Rép. Partisan du maintien de l'Algérie française, avec une approche très "musclée" de la répression

En avril 1957, à la demande d'un groupe d'étudiants socialistes de Paris, je rédige un rapport interne¹⁴ "*le drame algérien*". - À cette époque le parti c'est quelque chose, on peut présenter un texte en section qui, s'il est approuvé, remonte à la fédération, etc., ce n'est vraiment plus comme ça que ça se passe maintenant !- Il faut une signature prestigieuse pour ce rapport, Henri Frenay accepte. La 6ème section SFIO de Paris l'approuve et le transmet à la Fédé de la Seine afin qu'il soit pris en compte au prochain congrès. G. Mollet réussit à l'étouffer. Il est tiré à la ronéo à quelques exemplaires mais n'est pas publié officiellement par le parti. On avait raté !

Mais on ne se décourage pas et on commence à organiser des meetings, y compris à la Mutualité. Alain Savary est l'âme de la résistance intellectuelle et du combat contre la politique de G. Mollet. Cependant, ne voulant pas se mettre en porte-à-faux à l'égard de la direction du parti, il n'y assiste pas. Un seul député, Antoine Mazier¹⁵, élu à St Brieuc, nous soutient vraiment. C'est d'ailleurs lui qui fera basculer toute la Bretagne vers le PSU.

La lutte contre la guerre prend beaucoup d'ampleur au moment où le gouvernement décide d'envoyer le contingent en Algérie. Ce combat n'est soutenu officiellement par aucune organisation politique puissante. C'est un combat du milieu intellectuel, principalement des catholiques, des membres de la JEC et quelques communistes, avec comme fer de lance le journal France-Observateur.

En mai 1957, le gouvernement ne résiste pas à la crise financière qu'il a déclenchée ; On arrive ainsi au coup d'État de mai 58, c'est G. Mollet qui va chercher de Gaulle à Colombey. A. Savary prend alors la tête de l'opposition interne dans la SFIO, mais aussi celle au général de Gaulle. Dans un premier temps, il cherche d'abord à connaître la réalité de l'Algérie, parce qu'on ne sait pas grand-chose : qu'est ce que fait l'armée ? Qu'est-ce qui se passe dans les camps de regroupements? Qu'en est-il de la torture?

En Septembre 58, toute ma promotion sortante de l'ENA est envoyée en Algérie avec pour mission de réorganiser l'ensemble de l'administration en partant du principe que le problème algérien ce n'est pas une affaire d'indépendance mais de mauvaise administration ! D'accord pour le mauvais état de l'administration, mais ce n'est pas pour autant que la question de l'indépendance n'existe pas. Cette mission était en fait complètement idiote !

Crise à la SFIO et naissance du PSU

Le même mois se tient le congrès de la SFIO. J'étais alors secrétaire politique de la minorité. On avait décidé de se battre. Je ne suis pas au congrès mais j'apprends à Alger que Savary n'est plus membre de la SFIO ! Le lendemain le Monde titre en 1ère page : "*messieurs Depreux¹⁶, Mazier, Verdier¹⁷ ... quittent la SFIO et créent le **Parti Socialiste Autonome***" (PSA). Quand je rentre d'Algérie en mars 59, j'adhère au PSA où je retrouve 15.000 militants, issus pour la plupart de la SFIO, fortement mobilisés dans la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Très vite des discussions commencent avec **Tribune du**

¹⁴ Ce texte figure dans mon livre "*Rapport sur les camps de regroupement et autres textes sur la guerre d'Algérie*", 2003, éd. Mille et une nuits

¹⁵ Antoine Mazier, 1908 - 1964, député, maire de Saint-Brieuc

¹⁶ Édouard Depreux, 1898 - 1981. Résistant. Avocat, député, ministre de la 4^{ème} R.

¹⁷ Robert Verdier, 1910 - 2009. Professeur, député, président de la LDH

communisme, journal animé principalement par Serge Mallet¹⁸, François Furet¹⁹, Jean Poperen²⁰ ... et avec l'Union de la Gauche Socialiste (UGS) regroupant depuis 2 ans :

- **Les clubs de France Observateur**, Gilles Martinet²¹, Claude Bourdet²² ...
- **le Mouvement de libération des peuples (MLP)**, Pierre Belleville ... On y retrouve beaucoup de militants issus de l'ACO. Le MLP est une organisation purement ouvrière, composée de 2/3 de syndiqués CFTC et 1/3 CGT ; son journal "Le monde ouvrier" est très bien fait. Le MLP comme parti provient d'une scission en 1951 du Mouvement populaire des familles dont l'autre branche, le MLO (mouvement de libération ouvrière) reste proche de l'action catholique et refuse la transformation en parti politique.
- **Le Centre d'action de la gauche indépendante (CAGI)**, fusionne rapidement avec le MLP pour devenir l'Union de la gauche socialiste. L'UGS est à la fois très intello et très action catholique ouvrière. La vision politique qui vient de l'ACO, est une vision de proximité ; les militants sont acharnés à aider les gens à vivre, ils créent des coopératives de machines à laver, des jardins ouvriers, des coopératives d'achats, etc. La Confédération syndicale des familles (CSF) est née de cette mouvance.

L'unité du PSU

Le PSU trouve son unité dans le ciment de la lutte contre la guerre d'Algérie, avec des militants très typés, à haute prétention intellectuelle (profs de facs, écrivains...). Il n'y a pas, du moins pas encore ! de "course à l'échalote" pour des postes d'élus. Tout le monde s'en fout ! Les débats au PSU sont d'une grande vitalité avec en plus cette marque d'être totalement désintéressés, c'est quelque chose d'extraordinaire. Je n'ai jamais retrouvé cela depuis.

En avril 60, au congrès de création du PSU à Issy-les-Moulineaux, 54 délégations étrangères sont présentes, venues pour saluer le retour à l'espoir et à l'honneur du socialisme en France, alors que la gauche se déshonore dans la guerre d'Algérie : G. Mollet est alors ministre d'état du général de Gaulle, le PC toujours autant "national colonialisme" est à peu près hors du coup. La délégation marocaine est conduite par un certain Medhi Ben Barka, celle du Chili par un certain Salvador Allende.

Le PSU vit ainsi 20 mois intenses dans cette grande bataille contre la guerre d'Algérie. Cela unifie tout le monde. Mais seules l'UNEF et la CFTC, comme organisations puissantes, s'engagent dans ce combat. L'académicien François Furet déclare : *"dans de telles circonstances, la stratégie intellectuelle est à bout de course, il y a beaucoup d'écrivains qui dénoncent la guerre dans l'indifférence générale, il n'y a pas d'espoir institutionnel, il ne reste que la rue !"*

En septembre 60 paraît "**Le manifeste des 121**"²³, qui appelle à l'insoumission les jeunes français appelés à partir en Algérie, sans évoquer un seul instant les conséquences que cela peut entraîner :

¹⁸ Serge Mallet, 1927 - 1973. Résistant, sociologue. PCF, puis SFIO et PSU

¹⁹ François Furet, 1927 - 1997. Historien spécialiste de la Révolution française, académicien. PCF puis PSU

²⁰ Jean Poperen, 1925 - 1997. Agrégé d'histoire. PCF, puis PSU et PS. Député, ministre

²¹ Gilles Martinet, 1916 - 2006. Adhérent aux Jeunesses communistes. Résistant, journaliste, cofondateur de l'Observateur. Député européen, ambassadeur

²² Claude Bourdet, 1909 - 1996. Compagnon de la Libération. Journaliste, cofondateur de l'Observateur

emprisonnement, risques professionnels ... J'explose de rage à cette idée irresponsable. Supposez qu'il y ait ne serait-ce que 50 insoumis, dans quel pays va-t-on les exiler, qui s'occupera des faux papiers, où trouver l'argent nécessaire ? Je pense et le dis qu'il est beaucoup plus utile et efficace d'être actif dans le contingent ; ainsi par exemple lors du putsch des généraux, afin d'éviter l'éventuel envol des paras sur Paris, les hélices des avions de transport sont dévissées. Cela suppose de l'organisation, et c'est possible parce qu'il existe un réseau de militants dans l'armée très actif. Ce réseau publie régulièrement, à destination des officiers servant en Algérie, un petit bulletin qui ne relate que des faits. Robert Chapuis²⁴ avec la JEC a été décisif dans cette organisation ; de mon côté, j'informe régulièrement le club Jean Moulin et parfois aussi le Cabinet du Général de Gaulle.

À la parution du manifeste, le PSU s'emballe, surtout les cathos de l'ex MLP. On était un petit nombre complètement stupéfaits. Tout ceci a amené une majorité du parti à s'interroger avec une tendance s'opposant à l'insoumission et une autre, composée d'anciens communistes et de cathos, à fond pour ! Lors du congrès de Clichy (mars 1961) les opposants à l'insoumission, dont je suis, se font huer. Belle ambiance ! En commission des résolutions, les "pour" quittent la salle ; énorme maladresse car ceux qui restent se mettent vite d'accord sur un texte commun et emportent facilement la majorité. C'est la première faille dans l'unité du PSU.

Le 1^{er} novembre 1961, date anniversaire du déclenchement de l'explosion en Algérie, une manifestation est prévue. Pour contourner la police, il est convenu que toutes les sections parisiennes du PSU se réuniraient quelque part et que le lieu serait indiqué par téléphone à 17 h 30, le lieu c'est d'abord la Place Blanche, puis la place Clichy où on se regroupe auprès de la statue du Maréchal de Moncey ! Édouard Depreux grimpe sur le socle et fait un bref discours. Comme il est très connu comme ancien ministre de l'Intérieur et de l'Éducation, cette opération déclenche un barouf énorme avec beaucoup d'échos dans les médias. L'UNEF est furieuse, et veut nous donner des leçons. Mais c'est bien cette manifestation qui est le déclencheur de celles qui vont suivre, pour aller jusqu'à Charonne le 8 février 1962, plus de 500.000 personnes assistent aux funérailles des victimes. On avait réveillé l'opinion et de Gaulle avait très vite compris ce qui se passait.

De l'unité aux 7 tendances

Au moment de l'indépendance de l'Algérie, l'unité politique du PSU est encore forte. Pendant la guerre d'Algérie on n'avait pas à travailler sur la fusion des différents courants de pensée portés par les militants. Durant les universités d'été on ne parlait que de la guerre, de l'anticolonialisme. Mais ensuite ce fut tout autre chose ! J'entends encore Savary me dire au cours d'une partie d'échec *"la guerre d'Algérie, c'est fini, reste un problème il faut faire le socialisme en France. Il y a deux moyens : la révolution ou la réforme. En 1920, on a choisi la réforme, on doit rester fidèle à ce choix. Si pendant la guerre notre meilleur allié fut à la fin le parti communiste, ce n'est plus le cas maintenant, reste donc la SFIO"*. Et je m'entends lui répondre, *"attends un peu que le parti fasse sa mutation et réfléchisse, la SFIO c'est l'horreur, l'offense, ce n'est pas pensable de s'associer à eux !"*

²³ Sous titré *"déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie"* ; rédigé en grande partie par Maurice Blanchot

²⁴ Robert Chapuis, 1933 - Responsable national de la JEC, vice président de l'UNEF. Secrétaire national du PSU de nov. 73 à déc. 74. Député, maire du Teil (07). Secrétaire d'État à l'enseignement technique

En janvier 1963, c'est le 2^{ème} congrès à Alfortville. Le PSU est devenu un étrange ramassis de gens qui viennent de différents courants de pensée avec chacun ses rêves, on est à peu près 14.000 à cette époque. Ce congrès révèle 7 tendances ! Véritable explosion où chacun dit son crédo :

- Les anciens radicaux, bourgeoisie aisée, chantres d'une laïcité à la radicale ; véritable déclaration de guerre aux anciens du MLP
- Les anciens du MLP expriment le vœu d'une société pacifiée grâce au socialisme démocratique pensé à la manière de l'action catholique ouvrière.
- Les sociaux démocrates se réveillent et veulent refaire une SFIO propre, c'est Alain Savary qui pousse à cela.
- Les anciens communistes qui rêvent d'un appareil enfin droit en alliance avec le communisme international, c'est Jean Poperen qui en est le leader.
- et trois autres petites tendances de l'extrême gauche révolutionnaire (trotskystes, maos entre autres).

On est quelques uns à paniquer. Gilles Martinet, numéro 2 du PSU, dit : "*on va à l'éclatement !*". Il rassemble des gens autour de lui, surtout des intellectuels issus de l'UGS, avec la confiance de certains militants ex-MLP. Je me joins au rassemblement. On écrit un projet socialiste où déjà l'idée du rêve révolutionnaire est laissée de côté ; il est rédigé dans un langage clair, alors que les autres motions le sont avec les patois anciens.

Ce congrès est très agité. Déjà on sent que l'on n'a plus de vocabulaire commun pour s'entendre et lorsqu'on n'a plus le vocabulaire, cette base nécessaire pour se comprendre, alors on en est réduit aux procédures, ce qui donne une légitimité abominable, désolante.

Ensuite le PSU change de direction nationale très souvent avec un épisode plutôt drôle : lors d'un comité directeur, la province exprime une grande colère à l'encontre des parisiens, ce qui débouche sur un bureau national sans parisiens ! Ainsi, pendant 3 ou 4 mois, le PSU est administré uniquement par une délégation provinciale. Beaucoup de militants s'en vont et la Presse assassine le PSU.

Le militantisme PSU commence à perdre de sa vocation politique nationale, on ne sait plus trop où s'orienter. Peu à peu le parti devient tristounet, sans espérance, sans grand projet politique.

L'autogestion apparaît

Pendant ce temps là, la CFDT est en pleine réflexion sur la notion de **planification démocratique** qu'elle associe très vite à l'autogestion. Dans l'élaboration des plans telle qu'elle l'envisage, une grande place doit être laissée aux travailleurs, mais cette planification se limite à l'entreprise. La CFDT est la seule organisation à le dire mais avec peu d'échos. Le PSU, pas plus d'ailleurs que l'ensemble des partis de gauche, ne capte pas le mot. On est déchainé sur la critique de la société de consommation (Serge Mallet est décisif là-dessus), sur la critique du savoir aristocratique et enfin sur la critique de l'excès de hiérarchie dans la société. On a aussi un militantisme de proximité, chaleureux, intelligent, et le PSU est vraiment porteur de tout ce qui fait et s'écrit de bien la dessus. Il n'a pratiquement aucune relation avec la SFIO, parti qui continue à croupir dans sa faiblesse congénitale et guère plus avec le PC, toujours aussi monolithique stalinien.

Cette orientation, fort louable, n'a alors que les débats municipaux comme entrée possible dans le champ politique, ce qui est bien mais pas suffisant. Tout le monde demande une gestion par les usagers des équipements collectifs. Tout le monde veut intégrer le sens du paysage, le sens de

l'urbanisme dans l'équilibre des villes. C'est le militantisme local qui prime, c'est la période florissante des GAM²⁵ et c'est à partir de là que l'ADELS²⁶ se développe, j'en fus le président il y a quelques années. On commence également à évoquer l'intégration des populations minoritaires, la lutte des femmes ...

L'explosion de Mai 68 provoque un sursaut salutaire. La CFDT est aux premières loges dès que le mouvement passe dans le monde ouvrier de façon plus ou moins spontanée : les centrales syndicales n'en sont pas à l'origine ; en fait ce sont des militants trotskystes de FO qui ont souvent l'initiative, comme par exemple à Renault Cléon, à St Nazaire ou bien encore à Bouguenais près de Saint-Nazaire.

A ce moment là tout le monde a besoin d'un mot et la Fédération Chimie de la CFDT propulse **l'autogestion** ; le concept est alors bien capté parce qu'il est lancé sur un terrain plus que favorable, il donne sens au mouvement et prend de l'ampleur. On parle alors de décentralisation du pouvoir, de contrôle sur les autorités venant d'en bas plutôt que d'en dessus, d'association de la société civile aux décisions et à la gestion..., c'est tout cela l'autogestion. Mot quelque peu magique mais qui a vertu de rendre compte du militantisme de proximité, qui permet de faire le lien entre le militantisme politique et le militantisme syndical, qui met en évidence un projet de réorganisation sociale devenant un projet politique pour la société toute entière. Le PSU s'emballe sur ce concept qui n'est pas à priori le notre, mais qui finalement peut coiffer toutes nos pratiques militantes.

Pendant plusieurs années, on travaille et on pense beaucoup à propos du contrôle ouvrier, du pouvoir aux travailleurs ... et le congrès de Toulouse en 1972 adopte **le Manifeste pour l'autogestion**. Le vocabulaire de ce manifeste est, à mon avis, quelque peu trop révolutionnaire, dans le sens où l'on a encore une vision trop étatique, avec comme objectif premier la conquête de l'appareil central de l'État, pour inévitablement le remplacer par un autre appareil central, c'est le débouché logique de toute révolution.

Dans les années 70 je tiens à maintenir le mot alors très critiqué à cause de la Yougoslavie et de "son" autogestion à la mode du parti unique. En fait je pense qu'un travail pratique - théorique remarquable s'est effectué avec des yougoslaves, je vous renvoie à la préface que j'ai écrite pour un livre sur l'autogestion yougoslave de Milojko Drulovic²⁷. L'autogestion, pour ce pays, ce fut une intuition étonnante, sauf que Tito, pour tenter de contenir d'énormes difficultés interrégionales difficiles à saisir, avait maintenu le parti unique et le contrôle de la pensée. Quand on découvre le désastre qui se préparait, le concept d'autogestion reste entaché et on en est un peu victime ; on n'échappe pas à ce renvoi vers Tito et son pouvoir hyper centralisé et totalitaire. J'ai, un moment, souhaité remplacer autogestion par autonomie mais je n'ai pas été suivi...

²⁵ Groupe d'Action Municipale. Le plus connu est celui de Grenoble qui permit en 1965, à Hubert Dubedout de devenir maire de cette ville.

²⁶ Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale. "*Aujourd'hui, on en appelle à la société civile, afin qu'elle participe au renouvellement de la démocratie, et faire en sorte que les citoyens aient vraiment une place dans la gouvernance*". C'est ce que l'ADELS tente d'entreprendre" Serge Depaquit, vice président de l'ADELS

²⁷ "*L'autogestion à l'épreuve*", 1973, éd. Fayard

Du PSU au PS

On fait de la politique, parce qu'on pense qu'il sera possible, un jour, d'accéder démocratiquement au pouvoir pour mettre des idées en pratique, sinon ça n'a pas beaucoup de sens.

Pourquoi n'avoir pas rejoint le PS dès 1971 à Épinay²⁸ ? La même année en juin se tient le 7^{ème} congrès du PSU à Lille. Depuis 68 une bonne partie du PSU (région parisienne surtout) est plus ou moins colonisée par les maos et les trotskystes. Ceux-ci veulent profiter de ce congrès pour régler des comptes avec le secrétaire national du parti qu'ils jugent complètement réactionnaire. Congrès terrifiant ! Déjà par la procédure des votes, qui se font par appel à la tribune, plus d'une heure pour chaque vote ! J'arrive à Lille avec dans la poche une lettre de F. Mitterrand dans laquelle il me souhaite bonne chance et de travailler avec succès à l'union de la gauche. Je n'ai pas osé la lire, ça aurait été l'horreur ! Les séances n'en finissent pas, à 2 ou 3 h du matin on discute encore, même si presque tout le monde dort. J'étais mal parti mais finalement je gagne grâce à la province. Si j'avais perdu, serais-je parti tout de suite ? Je ne crois pas, parce qu'en agissant à titre personnel, mon adhésion au PS n'aurait eu aucun poids. Il fallait que l'on garde une cohésion militante, avec l'autogestion comme ciment. Ainsi, avec bon nombre de camarades, on crée une solidarité forte et active pour résister à l'ultra gauchisme conduit par Alain Badiou²⁹. De quoi parle-t-on dans les instances dirigeantes du PSU ? Essentiellement et à perte de vue du pourquoi Mai 68 a échoué. Et invariablement l'analyse de Badiou est "*on n'est pas allé jusqu'au bout de la violence ouvrière !*" Le genre de théorie qui a conduit aux brigades rouges en Italie.

Le PSU, ce n'est historiquement pas cette pensée de la "*haine de la démocratie*"³⁰, complètement à côté de la réalité. On a un réel projet politique, solidement ancré dans la vie quotidienne, projet qui peut redonner du sens à la gauche. Mais on ne sait pas le faire valoir électoralement, le parti étant sans doute trop identifié dans l'opinion à sa tendance gauchiste. Donc en toute logique, si l'on veut effectivement participer au pouvoir, on doit aller au PS, les Assises du socialisme sont l'occasion de le faire savoir, mais cela faisait déjà quelques mois que l'on s'y préparait.

On part à 2.000 à peu près et on entre au PS par la grande porte. On l'irrigue rapidement en bouleversant des habitudes, des pensées ... J'ai l'impression d'avoir fait avancer des choses importantes sur la décentralisation, la Nouvelle Calédonie, le RMI ...

L'exercice du pouvoir

Après 1981, on ne peut pas dire que le socialisme autogestionnaire n'ait pas produit de résultats. Par exemple :

- les lois Auroux³¹, premières lois reconnaissant aux travailleurs, dans l'entreprise et sur leur temps de travail, le droit de s'exprimer sur leurs conditions de travail sans nécessairement passer par les syndicats, c'est une approche issue de l'autogestion,

²⁸ Congrès constitutif de l'actuel Parti Socialiste. François Mitterrand en devient le premier secrétaire national

²⁹ Alain Badiou, 1937 -... normalien, philosophe. Maoïste, marxiste-léniniste

³⁰ "*La démocratie n'est rien d'autre qu'un outil de propagande du capitalisme*" (A. Badiou, Libération 10-01-07)

³¹ Jean Auroux, 1942 - ... Professeur, ancien député maire de Roanne. Ministre du travail de mai 1981 à mars 1983

- les premières lois de décentralisation, viennent du "*décoloniser la province*", expression chère au PSU et dont je suis à l'origine. On dénonce par là les excès du centralisme ; on prône un autre fonctionnement du pouvoir avec vérification de sa légitimité à chaque étage et une autre efficacité économique. Au moment de la décentralisation je suis ministre du plan et j'invente la notion de **Contrat de plan**, ce qui donnait une dimension collective à la décentralisation.
- j'ajoute le mouvement féministe, l'urbanisme social ...

Tout cela vient de la pensée autogestionnaire. Ce n'est pas parfait, loin s'en faut mais en politique tout est question de dosage. Avec F. Mitterrand j'ai rencontré la difficulté de se comprendre, et ce bien avant son élection comme Président. Mais en 1975 je lui ai quand même arraché "*15 thèses pour l'autogestion*"³². En politique, à partir du moment où l'on a renoncé à la révolution, on avance pas à pas, et dans le pas à pas il y a ce que l'on peut bousculer et ce que l'on ne peut pas. Par exemple au moment de la mise en place du RMI³³ en 1989, j'aurais souhaité que la Formation professionnelle soit plus partie prenante du dispositif, mais je n'ai pas pu obtenir que certaines procédures d'aide à la formation professionnelle et au choix du premier métier soient changées.

L'autogestion a-t-elle un avenir ?

Aujourd'hui, le gouvernement recentralise la France parce que c'est plus commode à diriger et la revendication d'autogestion redevient d'actualité.

"Une société autogestionnaire c'est une société où les hommes sont capables de prendre en main leurs propres affaires, de prendre eux-mêmes les décisions qui concernent leur travail, leur cadre de vie, leur formation, leurs relations et toute leur vie quotidienne. Cette définition, de ma plume, est celle du manifeste pour l'autogestion du PSU en 1972. Je pense qu'elle est encore valable.

Le prix Nobel des sciences économiques 2009 a été attribué pour la première fois à une femme, Elinor Ostrom. J'ai titré un papier paru dans Libération³⁴ "*Le Prix Nobel pour l'autogestion*" ! Je ne connais pas Madame Ostrom mais quand elle dit que ce qu'il y a de moins mauvais dans l'économie ce sont les SCOP, les associations, etc., c'est formidable ! Le PS aurait dû s'emparer de cela immédiatement. La liaison entre le PS et les structures de l'économie sociale se fait mal ; c'est du travail de terrain et ça le PS ... Le socialisme a peu à peu perdu contact avec sa niche d'origine, les coopérateurs, les mutuelles ouvrières ..., c'est regrettable.

Aujourd'hui ce que l'on doit investir prioritairement c'est la lutte contre l'effet de serre, la lutte contre le sida, c'est le partage de l'eau ... Dans tous les cas, il faut donner une dimension internationale à tous ces graves problèmes, avec des représentants élus ayant le droit de se mêler

³² Adoptées par la Convention nationale du Parti socialiste le 22 juin 1975

³³ Revenu Minimum d'Insertion. Le RMI vient d'une éthique sociale sur le refus de la pauvreté, d'une réflexion sur la puissance publique comme responsable des arbitrages budgétaires et avec l'idée qu'un revenu minimum doit être assuré à tous. Le point central du RMI, c'est l'insertion et c'était la première fois que l'on décidait d'affecter de l'argent public et des agents pour aider des gens pendant deux ans dans une démarche de réinsertion sociale. L'accroissement du chômage de longue durée fait que le RMI est devenu permanent. Le passage au RMA, c'est-à-dire à un début de travail qui ne fait pas tomber l'allocation, est une sage décision qui devenait une nécessité absolue.

³⁴ Libération du 20 oct. 2009, pages Rebonds

aux affaires internes d'États pour casser des logiques de pseudo souveraineté nationaliste, de corruption ... Si dans les 15 ans qui me restent, je pouvais assister, en y participant avec mes moyens, à ce que les Nations Unies décident vraiment des régulations mondiales dont on a absolument besoin, pour moi ce serait bien. Il n'y a pas d'autre espoir. Je pense que dans les années à venir il va se produire des montées de colère contre les institutions responsables mondialement ; c'est la société civile qui peut faire bouger le monde, par exemple la convention internationale concernant l'interdiction de l'usage des mines terrestres, est un document signé par presque tous les gouvernements du monde sous pression de la société civile.

Mes chers camarades, avec André Gorz³⁵, je revendique aussi mon autonomie créatrice ! Je ne sais s'il a été membre du PSU, mais on l'invitait de partout. Il était dans la mouvance intellectuelle qui a produit toute la pensée autogestionnaire et je suis l'un de ses disciples. Je pense que l'on peut encore s'en inspirer.

Rédaction : Pierre Thomé

avril 2010

Les sous titres et les notes de bas de page sont de la rédaction

³⁵ André Gorz, 1923 - 2007. Journaliste à l'Express, puis au Nouvel Observateur. Auteur de nombreux ouvrages philosophiques, économiques, politiques ..., dont "*Le socialisme difficile*" (1967), "*Écologie politique*" (1975), "*Capitalisme Socialisme Écologie*" (1991) ...